



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMERICAFER

64 chemin de Fenouillet
31000 Toulouse

Références : 2025/468
Code AIOT : 0006803267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement AMERICAFER implanté 64 chemin de Fenouillet 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 25/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un départ de feu a eu lieu à proximité immédiate de l'établissement AMERICAFER le 7 août 2025. L'inspection a pour objectif de vérifier les circonstances et conséquences éventuelles de cet événement et le respect de certaines prescriptions applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMERICAFER
- 64 chemin de Fenouillet 31000 Toulouse

- Code AIOT : 0006803267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société AMERICA FER consistent en la récupération, la collecte, le tri et la valorisation de déchets de métaux ferreux et non ferreux. Également, centre de dépollution de véhicules hors d'usage agréé, la société exploite sur ce site une installation de stockage, dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société AMERICAFER a racheté les terrains voisins, sur lesquels la société Auto Secours 31 exerce encore une activité. C'est sur ce terrain qu'a eu lieu un départ de feu le 7 août 2025. **Des terres polluées suite à cet incendie seront à évacuer dans les filières agréées.**

L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle presse-cisaille (électrique) sera mise en place en octobre 2025. Pour la faire fonctionner, un groupe électrogène sera utilisé avant la mise en place d'un nouveau transformateur électrique. La mise en place du nouveau transformateur serait retardée par les travaux en cours chemin de Fenouillet. Ce nouvel équipement doit permettre d'éviter les interruptions de production, parfois longs, dues au vieillissement de la presse-cisaille actuelle. **Il est demandé à ce que l'exploitant informe l'inspection de la mise en service de ce nouvel équipement.**

Le mur périphérique, réalisé en parpaings, est dégradé par endroits et présente des trous. **Des réparations sont attendues afin d'améliorer la clôture de l'établissement.**

Des rétentions, présentes sous abri, au niveau de la zone de dépollution ont été vues non vides. **Il est rappelé que les rétentions doivent être maintenues vides.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Procédure en cas de défaut de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Autosurveillance eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Séparateur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Stockage de pneumatiques usagés	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Contrôle annuel VHU	Arrêté Ministériel du 02/10/2025, article Point 15° - annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Extension de site	Code de l'environnement du 09/09/2025, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 1 fait sans suite ;
- 10 faits avec suites, car il n'a pas été possible de statuer sur la conformité à l'issue de l'inspection. Il s'agit de faits pour lesquels des éléments démontrant la conformité des installations sont attendus de la part de l'exploitant. Une mise en demeure est proposée concernant le plan de défense contre l'incendie, les exercices incendie, l'autosurveillance des rejets aqueux et la vidange du séparateur d'hydrocarbures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

Prescription rappelée dans l'arrêté de mise en demeure du 20/11/2024 :

La société AMERICAFER, SIRET n° 344 884 804 00016, dont le siège social est situé 64, chemin de Fenouillet, 31200 TOULOUSE, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et centre VHU à la même adresse, est mise en demeure de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des vingt PFAS cités dans l'arrêté) pour les trois campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des trois prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de cinq mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses sont déclarés dans GIDAF.

Constats :

Les mesures n'ont pas été réalisées.

L'exploitant a transmis le devis d'intervention postérieurement à l'inspection, le 13/09/2025. Les dates d'intervention ont été précisées le 25/09/2025 par courriel à l'inspection. Il s'agit des 1^{er} octobre, 3 novembre et 1^{er} décembre 2025.

Considérant que ces éléments ont été transmis à l'inspection et que des interventions sont prévues afin de répondre à la mise en demeure sus-citée, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les résultats d'analyse dès réception via GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Extension de site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/09/2025, article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploiter

Prescription contrôlée :

1. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

<p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>2. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un porter-à-connaissance (PAC) sera transmis fin 2025, concernant l'extension et le redéploiement de l'activité sur le terrain mitoyen, acheté récemment par la société AMERICAFER. Le jour de l'inspection, aucune activité n'est exercée par la société AMERICAFER sur ce terrain mitoyen.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant qu'un PAC doit être déposé préalablement à toute modification, conformément à l'article R.181-46-2 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/12/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits</p>

<p>d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le directeur du site, le poteau incendie présent sur la voie publique a été déplacé dans le cadre des travaux de voirie (construction d'une piste cyclable). Il aurait été rapproché du site Américafer. La distance d'implantation n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.</p> <p>Le directeur ne dispose pas des dernières mesures de débit de ce poteau incendie, réalisée après son déplacement.</p> <p>Aucune bache d'eau n'a été mise en place sur le site. A noter que l'exploitant a prévu la mise en place de RIA (connectés à une cuve d'eau de lutte incendie d'un volume de 180 ou 240 m³) ainsi que la formation du personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les derniers résultats de mesure du poteau incendie présent sur la voie publique.</p> <p>A défaut d'un débit suffisant, une réserve d'eau de 120 m³ doit être mise en place sur le site afin de répondre aux exigences de l'article susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le

<p>cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie n'a pas été établi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Exercice incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p>

<p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Procédure en cas de défaut de tri

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes :</p> <p>I. L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités.</p> <p>II. L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation.</p> <p>III. Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune procédure n'est établie pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Des consignes orales seraient données selon le chef d'établissement. Lors de l'inspection, ce point n'a pas été vérifié auprès des salariés de l'entreprise.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ces procédures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et batteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le bâtiment, environ 30 t de batteries usagées sont stockées dans des contenants qui ne disposent pas tous de couvercles. Environ 2 m³ d'autres batteries sont stockés en GRV couverts, à proximité de la zone de dépollution des VHU.</p> <p>De plus, le jour de l'inspection, un enlèvement est prévu et une dizaine de m³ supplémentaires de batteries usagées sont en attente de cet enlèvement et sont prépositionnées sur la zone de chargement.</p> <p>L'inspection a relevé quelques trous dans la toiture du hangar, au-dessus de la zone de stockage des batteries usagées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du volume et du tonnage maximal de batteries usagées susceptibles d'être présents sur le site.</p> <p>Pour rappel, l'établissement est autorisé pour un volume maximal de 40 t au titre de la rubrique n°2718. Le cas échéant, une demande de modification des conditions d'exploiter est à déposer si l'exploitant souhaite modifier le volume maximal susceptible d'être présent sur le site (rubrique n°2718).</p> <p>De plus, l'exploitant doit être vigilant aux conditions de stockage des batteries usagées et veiller au fait que de l'eau n'entre pas dans les conteneurs (sous le hangar notamment).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Autosurveillance eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune déclaration n'est faite sur GIDAF et aucun résultat de mesure n'a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Séparateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de traitement ont été vues, à une des entrées du site. Une perche plongée dans le séparateur a montré que celui-ci est très chargé en hydrocarbures. Selon l'exploitant, il n'a pas été vidangé depuis novembre 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Stockage de pneumatiques usagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Entreposage des pneumatiques :</p> <p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les pneumatiques usagés présents sur le site sont stockés soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans une benne (d'environ 30 m³) • directement sur le sol, en vrac, le long du mur d'enceinte et à proximité de la zone de dépollution. <p>Le volume total de ce stock semble inférieur à 100 m³.</p> <p>L'exploitant explique qu'une opération de déjantage est réalisée le jour de l'inspection. Néanmoins, aucune benne vide n'est située à proximité de la zone où sont entreposés en vrac les pneumatiques usagés.</p> <p>De plus, il a été constaté qu'au moins un extincteur n'était plus facilement accessible du fait des pneus usagés présents en vrac devant celui-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller au respect des prescriptions de cet article, notamment en matérialisant la zone dédiée au stockage des pneumatiques usagés et en veillant à respecter des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Contrôle annuel VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/10/2025, article Point 15° - annexe I</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, VHU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>
<p>Constats :</p>

Le rapport de vérification de conformité du centre VHU réalisé au titre de l'année 2024 a été transmis à l'inspection le 25/06/2025. L'évaluation avait été réalisée le 18/07/2024.

Le rapport de vérification de conformité du centre VHU réalisé au titre de l'année 2025 a été transmis à l'inspection par courrier du 24 septembre 2025. L'évaluation avait été réalisée le 19/08/2025. Deux remarques et deux non-conformités ont été relevées.

Les remarques relevées sont les suivantes :

- point 2 : les stocks démontrent que seuls quelques pare-chocs plastiques sont démontés. Retrait des pare-brise seulement;
- point 4 : les bordereau de suivi des déchets (BSD) VHU ne sont pas complétés pour la partie transporteur.

Les non-conformités relevées sont les suivantes :

- point 10 : pas d'analyse en 2025 et 2024.
- point 11 : les TRR et TRV pour l'ensemble de la filière ne sont pas conformes aux exigences. TRR et TRV respectifs de 89,65 et 93,1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre le rapport de vérification de conformité du centre VHU réalisé au titre de l'année N dès réception, et en tout cas avant le 31/12/N ;
- indiquer les actions qu'il envisage de mettre en place afin de lever les non-conformités et les remarques de la dernière vérification de conformité du centre VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois